Alex Krainer : la désagrégation économique et politique de l’Europe

Alex Krainer est analyste de marché, auteur et ancien gérant de fonds spéculatif. * Le Substack d’ Alex Krainer : https://alexkrainer.substack.com/ * Le podcast d’Alex Krainer : https://www.youtube. com/@kraineralex Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme /glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me /09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Présentation d’Alex Krainer et des troubles en France 01:27 Les tensions économiques en France et les questions sur l’organisation des manifestations 05:48 Comparaisons avec les émeutes de 2023 en France 09:14 L’influence américaine, les ONG et l’orientation politique de l’Europe 14:35 Les choix de politique étrangère de l’Europe et l’absence de voie médiane 17:22 Le système américain de Hamilton face au libre-échange britannique 22:24 La guerre en Iran et l’abandon de la réindustrialisation 25:30 Les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Russie et les réticences de l’Europe à s’engager 32:39 Le poids de la dette européenne et le risque de stagflation 39:51 Pourquoi un changement de gouvernement pourrait ne pas résoudre les problèmes fondamentaux 41:17 Réseaux sociaux, discours politiques et optimisme prudent

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous recevons aujourd’hui Alex Krainer, auteur, analyste des marchés et ancien gérant de fonds spéculatif. Merci d’être de nouveau avec nous dans cette émission.

#Alex Krainer

Merci de m’avoir invité, Glenn. C’est toujours un plaisir de vous retrouver, et je salue votre public depuis la Croatie.

#Glenn

Il y a un sujet intéressant dont j’aimerais discuter avec vous aujourd’hui : les troubles politiques en France, qui durent depuis un certain temps. Ils semblent avoir de multiples causes, j’imagine, à la fois politiques, économiques et sociales. Mais l’économie paraît être un facteur déterminant, si ce n’ est le principal, qui vient ensuite exacerber tout le reste. Cela dit, c’est vous qui suivez les marchés, l’ économie et la façon dont les questions financières influent sur les questions politiques. Alors, quelle

analyse faites-vous de ces troubles en France, qui semblent avoir un fort potentiel de propagation à d'autres régions d'Europe ?

#Alex Krainer

Je suis généralement très sceptique, Glenn, face à tous ces discours qui cherchent une explication simple à ce qui se passe. Et aucun ne tient compte, vous savez, de la multitude d'ONG qui jouent un rôle dans ces pays dits « démocratiques ». La situation est difficile en France depuis longtemps. On a connu toutes sortes de manifestations, notamment celles des Gilets jaunes, vous savez, ces gens en gilet jaune qui sont soudain descendus dans la rue à cause d'une sorte de surtaxe de quinze centimes sur le gazole, ou de quelque chose d'aussi minime. Et donc, maintenant, le marché des obligations d'État françaises s'effondre, les taux d'intérêt crèvent le plafond, et les primes des contrats d'assurance contre le défaut de paiement sur les obligations françaises montent à la verticale.

Tout à coup, on dirait que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, celle qui fait tout basculer, juste maintenant, au moment même où se multiplient les appels hystériques et outranciers à la guerre contre la Russie. On appelle, en gros, toute l'Europe et l'OTAN à s'unir pour déverser encore plus de haine sur la Russie, pour partir en guerre. Rien ne marche. Ça n'intéresse personne. Et puis, on a ces manifestations qui sont, bien sûr, complètement spontanées. Personne ne les a organisées. Personne n'a poussé les gens à descendre dans la rue. Et là, parmi les manifestants, il y avait déjà des gens prêts, préparés, qui étaient manifestement des policiers masqués venus se mêler à la manifestation et qui se sont mis à piller, à casser et à lancer des grenades fumigènes et d'autres types d'engins pour semer le chaos.

Et puis, quelqu'un a eu la présence d'esprit de déposer des palettes de bouteilles en verre, soigneusement emballées de façon professionnelle, à la disposition des manifestants pour qu'ils puissent les lancer sur la police. Donc, tout ça est très, très suspect. Bien sûr, les discours dominants vont toujours s'accrocher aux prix de l'énergie et du gazole, à la flambée de l'inflation et aux difficultés économiques. Mais tous ces éléments étaient déjà là il y a un mois, six mois et deux ans. Ça n'a pas changé. Peut-être un tout petit peu, à la marge. On fait bouillir les grenouilles à tout petit feu.

Et maintenant, j'ai du mal à croire que ce simple dixième de degré de réchauffement de l'eau ait soudain poussé toutes ces grenouilles dans la rue et provoqué tout ce chaos. Alors, à un moment donné, j'ai écrit un article pour exprimer mon scepticisme sur tout ça et avancer l'idée que les structures de l'État profond au sein du gouvernement français sont probablement derrière ces manifestations, dans le but de semer un tel chaos. Le gouvernement a déjà réagi en interdisant les manifestations, peut-être parce qu'il anticipe que les gens seront encore bien plus mécontents de ce qui les attend.

Et donc, maintenant, ils ont commencé à instaurer des couvre-feux et à interdire les rassemblements publics. Qui sait, peut-être que ça va déboucher sur un nouveau type de confinement pour empêcher les manifestations, des villes du quart d'heure, allez savoir quoi encore. L'idée que ce soit une réaction spontanée des Français à la conjoncture économique, aux difficultés économiques et sociales, c'est vraiment la dernière explication à laquelle je croirais. Et puis, avant de conclure, je voulais dire que, vous savez, la France avait déjà connu des émeutes très, très violentes il y a trois ans, pendant l'été, fin juin et début juillet deux mille vingt-trois. Ces émeutes auraient été déclenchées par la mort d'un jeune Arabe de dix-sept ans, d'origine algérienne, tué par la police dans une banlieue parisienne.

Et puis, tout à coup, dans toutes les grandes villes de France, on a assisté, là encore, à une explosion de colère complètement spontanée dans les rues, qui a plongé le pays dans un chaos total. De nombreuses villes françaises ressemblaient à des zones de guerre. Selon certaines allégations, des manifestants étaient armés d'armes provenant d'Ukraine, introduites en contrebande. Ils ont tiré sur les policiers. Ils leur ont lancé des grenades. Et puis, ces manifestations ont mystérieusement cessé au bout de six jours seulement. Et ça, c'est très étrange pour la France, parce qu'en général, quand les Français se mettent à manifester, ça dure des semaines, et parfois des mois.

Donc là, au bout de six jours, les manifestations se sont arrêtées net, complètement. Et c'était tellement inhabituel que les autorités et les grands médias ont dû inventer une histoire pour expliquer tout ça. Et cette histoire était tellement idiote qu'elle n'a fait qu'aggraver les choses. Ils ont dit que c'étaient les trafiquants de drogue qui avaient mis fin aux manifestations, parce qu'elles nuisaient à leur trafic dans les rues des villes françaises. Ils auraient donc fait pression sur les manifestants pour qu'ils restent chez eux et cessent de manifester. Vous voyez, d'un côté, vous dites aux gens : « Oh, regardez tous ces jeunes, leur indignation après la mort d'un jeune garçon algérien qui a été tué. »

Mais ensuite, quand les dealers leur ont dit : « Hé, écoutez, restez chez vous, parce que ça nuit à nos affaires », ils se sont dit : « Bon, d'accord, tant pis pour la justice pour ce garçon. On va simplement rester chez nous et obéir à ce que nous disent les dealers. » C'est tout simplement absurde et totalement incohérent. Et à mes yeux, c'est une insulte à l'intelligence du citoyen moyen. Et je soupçonne qu'on assiste aujourd'hui à quelque chose de semblable : des manifestations orchestrées, planifiées pour servir un objectif, un programme. Je soupçonne qu'il s'agit d'instaurer des couvre-feux et des formes de confinement pour prévenir, peut-être, une révolution ou une guerre civile face aux catastrophes sociales et économiques bien, bien pires qui nous attendent d'ici la fin de l'année.

#Glenn

Je me disais, justement, quand vous avez évoqué les think tanks, les ONG et tout ça, que les États-Unis en ont beaucoup à leur disposition. Là encore, la première question que beaucoup vont se poser, c'est de savoir s'il y aura des pressions venant de l'intérieur même du camp occidental. Et il y a des documents assez solides qui étayent cette idée. Si vous regardez la stratégie de sécurité nationale américaine de deux mille vingt-cinq, publiée l'an dernier, elle appelle bel et bien à encourager la résistance politique au sein de l'Europe. Il y a une section — je ne sais plus dans quelle partie — qui s'intitule « Promoting European Greatness ». Et cette stratégie américaine dit explicitement que l'objectif des États-Unis est de cultiver, au sein de ces pays européens, une résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe. L'argument, ou le postulat, c'est que l'Europe est en train de se détruire avec, vous savez, l'immigration de masse et tout ça, et que c'est aux États-Unis de rectifier le tir. Beaucoup y voient donc un encouragement au changement de régime. Et je n'ai pas pu m'empêcher de remarquer que Trump, lui aussi, publie des tweets sur ces manifestations.

Il pointe évidemment du doigt l'immigration comme principale explication. Mais ce qui est intéressant, c'est que les schémas du passé ne semblent plus forcément s'appliquer. Je ne dis pas que les États-Unis seraient nécessairement derrière tout ça, mais ils ont au moins cherché à en rajouter. Ça, encore une fois, on peut l'affirmer avec certitude. Mais vous, comment voyez-vous les choses ? Pourquoi les États-Unis et ces pays européens s'éloignent-ils soudainement les uns des autres, selon vous ? Est-ce surtout une question d'intérêts économiques qui évoluent dans un monde multipolaire, ou comment analysez-vous cela ?

#Alex Krainer

Eh bien, d'abord, j'aimerais revenir sur l'hypothèse que vous évoquez, parce que je la trouve très probable. En fait, quand les États-Unis ont publié leur stratégie de sécurité nationale l'an dernier, je l' avais bien relevé. On dirait qu'une partie de leur programme consiste peut-être à s'ingérer en Europe pour promouvoir la grandeur de l'Europe, la démocratie et toutes ces belles choses. Et nous savons que l'USAID et le National Endowment for Democracy finançaient et développaient déjà cet immense réseau d'organisations non gouvernementales qu'ils peuvent mobiliser. Ensuite, l'administration Trump a mis fin au financement de l'USAID, mais elle a continué à financer le National Endowment for Democracy, qui est généralement derrière ces soulèvements populaires, comme l'Euromaïdan en deux mille treize et deux mille quatorze en Ukraine, le Printemps arabe, et ainsi de suite.

Donc, ça ne m'étonnerait pas qu'ils soient aussi derrière les manifestations en Europe. Mais là où je deviens de plus en plus sceptique, c'est qu'à une époque, il y a très longtemps, je pensais que l' administration Trump actuelle avait peut-être une forme de bienveillance, qu'elle souhaitait débarrasser les Européens de leur oligarchie dégénérée et favoriser la grandeur de l'Europe, ce genre de choses. Mais j'ai maintenant l'impression qu'on passe simplement d'un ensemble de mauvaises idées à un autre ensemble d'idées vraiment mauvaises. Et il me semble que les élites

politiques actuellement au pouvoir dans les grandes puissances européennes, comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et quelques autres, sont très résolument pro-ukrainiennes. L' administration Trump, elle, n'est pas très résolument pro-ukrainienne.

Ils sont peut-être ambivalents, ou peut-être opposés au régime de Zelensky, mais je ne peux pas en dire beaucoup plus. En même temps, ils sont extrêmement pro-israéliens, favorables à l'ensemble du projet sioniste, et hostiles à l'Iran. Et quand je regarde les puissances européennes et leurs oppositions, tous ceux qui s'opposent aujourd'hui au soutien à l'Ukraine dans cette guerre contre la Russie veulent rétablir les relations diplomatiques avec la Russie. Ils veulent remettre en service les gazoducs Nord Stream. Ils veulent parvenir à une forme d'accord avec la Russie pour, peut-être, mieux respecter ses préoccupations en matière de sécurité, trouver un langage commun, nouer des partenariats, et ainsi de suite. En même temps, ils sont tous, presque sans exception, farouchement pro-israéliens et prosionistes.

Je ne sais pas si cela contribue à la grandeur de l'Europe ou si cela ne fait que la pousser à abandonner un ensemble de mauvaises idées pour en soutenir un autre. C'est un peu comme s'il y avait, dans les cercles occidentaux qui orientent la politique, un courant sioniste très puissant, et puis, de l'autre côté, un courant très pro-ukrainien. Je ne sais pas comment les appeler, alors je les appelle les trotskistes. Et, vous savez, les gens grimacent quand je dis que ce sont des trotskistes, mais je ne vois pas comment les appeler autrement. Mais on dirait que tout le monde se range derrière l'une ou l'autre de ces aventures impériales. Il n'y a pas de voie médiane qui permette de dire : non, revenons à l'essentiel. Redonnons vraiment vie à l'économie européenne, revitalisons réellement la démocratie européenne, la société civile européenne et les contre-pouvoirs ; libérons les médias européens ; réaffirmons la liberté de la presse ; et investissons à nouveau dans l' éducation, la santé, la réindustrialisation, la production et les marchés de l'énergie.

Il n'y a rien de tel. C'est toujours : allons soutenir l'Ukraine, ou faisons semblant d'être pour la souveraineté, l'indépendance et de vouloir être conciliants avec la Russie, mais surtout, assurons-nous de soutenir Israël et de faire la guerre au Moyen-Orient pour le compte d'Israël. Alors, vous savez, c'est une réponse un peu longue, mais je ne vois tout simplement aucun courant politique que je pourrais soutenir où que ce soit en Europe. Même l'AfD me laisse sceptique. Le Rassemblement national, en France, me laisse sceptique aussi. En Grande-Bretagne, je ne vois pas ça non plus chez, vous savez, Reform UK et Restore UK. On dirait qu'on en revient toujours au même soutien à Israël, avec peut-être un peu moins de soutien à l'Ukraine. C'est toujours la même chose. Vous voulez du Coca-Cola ou du Pepsi-Cola ? De l'eau potable, vous ne pouvez pas en avoir. Désolé, ce n'est tout simplement pas au menu.

#Glenn

Ouais, je ne sais même pas si certains sont vraiment pro-Ukraine. Je pense que beaucoup sont pro-Zelensky, mais je ne trouve aucune de leurs politiques bonne.

#Alex Krainer

Oui, merci.

#Glenn

Mais, vous savez, je voudrais vraiment vous demander comment vous voyez cette évolution de la politique de Trump, puisque vous l'avez évoquée. Quand il est revenu au pouvoir, il parlait de droits de douane et de réindustrialisation. Vous et moi avons parlé de la façon dont le monde a traditionnellement été divisé entre deux systèmes économiques concurrents. Si l'on remonte au début du dix-neuvième siècle, on trouve ce modèle financier de libre-échange dominé par les Britanniques, qui accordait une place prépondérante aux intérêts financiers et instaurait des rapports profondément impériaux, avec des hiérarchies très strictes. C'est dans ce contexte qu'Alexander Hamilton, Clay et d'autres ont élaboré le « système américain ». Dès le début du dix-neuvième siècle, ce modèle hamiltonien mettait l'accent sur le développement national, l'investissement industriel et les capacités productives de l'économie. Il dénonçait, au fond, le modèle du libre-échange comme un impérialisme du libre-échange, en affirmant qu'un régime de libre-échange intégral compromettrait la capacité de l'Amérique à s'industrialiser.

Comme les Britanniques l'avaient eux-mêmes expliqué, cela faisait partie de l'objectif. Il y avait donc ces deux systèmes économiques concurrents. Évidemment, les États-Unis sont montés en puissance et, une fois devenus dominants, ils ont en quelque sorte adopté le modèle britannique de libre-échange financiarisé. Mais ce que je voulais dire, c'est que, quand Trump est arrivé au pouvoir, il semblait se référer au système américain de Hamilton. Est-ce que vous voyez encore cette opposition aujourd'hui ? Parce que le Trump d'aujourd'hui est très différent de celui d'il y a deux ans.

#Alex Krainer

Oui, c'est exact. En janvier deux mille vingt-six, Trump a conduit une importante délégation à Davos, au Forum économique mondial. Et à cette occasion, le message de la délégation américaine était très clairement en faveur du système américain. Ils l'ont dit explicitement. Il n'y avait aucun doute sur le message qu'ils voulaient faire passer. Ils disaient donc : « La mondialisation a échoué. Votre modèle a échoué », en s'adressant à tous ces habitués du Forum économique mondial. Et ils ajoutaient : « Nous voulons bâtir la prospérité. Nous voulons réindustrialiser les États-Unis. Votre modèle a échoué, alors pourquoi ne pas vous joindre à nous pour bâtir la prospérité sur un autre type de modèle ? »

Et puis il y a eu le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer, qui a fait un exposé de vingt ou trente minutes devant les délégués présents. Et il a explicitement évoqué le système américain. Il a explicitement cité Alexander Hamilton, qui a été le pionnier de ce système, et Abraham Lincoln. Je crois qu'il a même mentionné Henry Carey, qui a présenté ce système comme l' antithèse du système britannique de libre-échange dans son livre, The Harmony of Interests. Donc,

à ce moment-là, j'étais vraiment convaincu que ce discours était sincère et que l'intention de l'administration l'était aussi. Sinon, cela aurait été vraiment incongru de faire ou de dire une chose pareille, puisque les électeurs américains n'avaient pas voté pour le système américain.

Vous savez, il y a une véritable opposition entre le système américain et le système britannique de libre-échange, une opposition qui a été presque entièrement évacuée du débat, du discours dans la société. Les gens ne réclament donc pas un retour au système américain, parce qu'on leur lave constamment le cerveau avec cette fausse opposition gauche-droite. Vous savez, soit vous êtes socialiste, soit vous êtes capitaliste, mais la question du libre-échange face au système américain n'est jamais abordée. Alors les gens ne votent pas pour ce système, parce qu'ils n'ont pas conscience de la véritable opposition, d'accord ? Et donc, le fait que la délégation américaine soit venue à Davos, précisément là, dans le vaisseau mère de la mondialisation britannique fondée sur le libre-échange, qu'elle ait, en gros, déclaré la guerre à ce système et invité les gens à nous rejoindre pour créer de la prospérité sur d'autres bases… J'ai trouvé que c'était un message très concret et très sincère de la part de l'administration Trump.

Puis, vous savez, le mois suivant, il y a eu le Forum de Munich sur la sécurité, et la même chose s'est produite. La délégation américaine s'y est rendue et, une fois encore, elle s'est prononcée en faveur du système américain. Le message de Davos a donc été réaffirmé, et puis, deux semaines plus tard, ils bombardent l'Iran. Et je me suis dit : « Qu'est-ce qui vient de se passer ? » Et je pense que Trump s'est peut-être laissé entraîner dans cette grande mésaventure en Iran, séduit par des promesses du genre : « Ce sera une victoire rapide et spectaculaire. Vous en sortirez vainqueur, vous passerez pour un génie, vous savez, le chef de file du monde libre », et ainsi de suite.

Il a décidé de se lancer, ce qui était un pari très imprudent de sa part. Mais il me semble que les forces saines qui pouvaient exister au sein de l'administration américaine, celles qui comprenaient la dichotomie entre les systèmes américain et britannique, qui voulaient remettre les États-Unis sur la voie de la réindustrialisation, mettre en œuvre le système américain… je crois que cet élan s'est un peu dissipé. Et maintenant, la guerre au Moyen-Orient étouffe, en fait, cette politique. Elle détourne toute l'énergie, vous voyez ? Toute l'attention est tournée vers la guerre en Iran.

Alors, vous savez, il y a la situation au Yémen et la crise énergétique qui en a résulté, qu'on gère à coups de mensonges, de discours creux, de manipulations du marché, en puisant dans les réserves stratégiques de pétrole, en faisant tourner la planche à billets, en émettant davantage de dette, et ainsi de suite. Donc, il me semble que Trump a démoli le véhicule avec lequel il comptait nous conduire vers un avenir différent. Et maintenant, ce véhicule est vraiment, complètement démoli. Il ne va plus dans cette direction. Et maintenant, vous savez, il doit mener cette bataille politique, ne serait-ce que pour assurer sa propre survie politique, parce que s'il perd les élections de mi-mandat, il pourrait même finir par faire l'objet d'une procédure de destitution. Et très probablement, il sera, au minimum, un président sans réelle marge de manœuvre jusqu'à la fin de son mandat.

#Glenn

Bon, si on revient un peu sur la fracture entre les États-Unis et l'Europe, ils semblent désormais s' orienter vers des avenirs géopolitiques très différents. Oui, je pense que c'est indéniable. Les Européens ont eux aussi fini par l'accepter. Comment décririez-vous cette situation sur le plan économique, ou du moins dans les relations avec la Russie ? Parce que les États-Unis ont laissé entendre qu'ils allaient relancer la coopération économique avec Moscou, ce qui se reflète dans leur façon de mener leur diplomatie aujourd'hui, tandis que les Européens semblent toujours déterminés à poursuivre la confrontation. Selon vous, comment cela se traduit-il sur le plan économique ? Où le conflit entre-t-il en jeu dans tout ça ?

#Alex Krainer

Alors, la semaine dernière, j'ai participé au Forum économique eurasiatique de Vérone, à Istanbul. Il y avait quelques personnes présentes, dont deux ou trois délégations américaines, mais aussi Kirill Dmitriev, l'envoyé spécial de Vladimir Poutine et le directeur du fonds souverain de l'État russe. Comme je le soupçonnais à propos du récent accord sur le gazole entre les États-Unis et la Russie, il me semble que les Russes profitent essentiellement de ces accords commerciaux avec les États-Unis — vous savez, des projets de développement conjoints, des investissements, des échanges commerciaux, et ainsi de suite — pour relancer, disons, une coopération constructive avec le gouvernement américain. Et il se trouve que Kirill Dmitriev a dit exactement cela lors de sa participation à ce forum.

En gros, vous savez, le volet commercial de cette relation vise à améliorer la coopération diplomatique et interétatique entre les États-Unis et la Russie. Et en même temps, c'est totalement absent du côté européen, parce que les Européens refusent tout simplement toute forme de coopération avec la Russie. Donc, vous savez, les chiens européens peuvent bien aboyer, la caravane passe. Et du côté américain, vous savez, ils n'aiment peut-être pas les Russes. Beaucoup de gens sont peut-être encore profondément marqués par une mentalité de guerre froide, selon laquelle, vous savez, les Russes sont des communistes, un ennemi, un adversaire, et ainsi de suite.

Mais, vous savez, quand ils ont besoin de gazole, ils ont besoin de gazole. Et si les Russes en ont, les Américains vont dire : « Bon, d'accord, achetons du gazole russe. Ça fera peut-être baisser le prix du gazole sur notre marché. » S'il s'agit d'acheter des engrais, du combustible nucléaire, et ainsi de suite, ils trouveront un terrain d'entente pragmatique avec les Russes. Et donc, vous savez, au bout du compte, petit à petit, ça crée des liens. Vous savez, si vous pouvez faire des affaires avec quelqu' un, qu'il respecte ses engagements, qu'il tient parole et qu'il livre ce qu'il a promis de livrer, vous commencez à le considérer comme une personne raisonnable avec qui vous pouvez traiter.

Et puis, vous savez, si vous avez un problème à résoudre, vous pouvez les appeler et leur dire : « Nous avons un problème. Asseyons-nous ensemble et essayons de trouver une solution acceptable pour tout le monde. » Les Européens, au fond, sont comme un petit enfant qui fait un caprice. Ils en sont encore, vous savez, à se rouler par terre en hurlant. Mais en fin de compte, ce qu'a dit Kirill

Dmitriev, c'est qu'il y a des gens pragmatiques et raisonnables en Europe. Et quand ils verront que les États-Unis et la Russie vont de l'avant, qu'ils concluent des accords rentables et avantageux pour les deux pays, les Européens finiront eux aussi par dire : « Hé, attendez un peu, on ne veut pas rester à la traîne. Nous aussi, on veut conclure ces accords, si les Américains le font. »

Donc, tout ça finira, peut-être à plus long terme, par faire pression sur les décideurs européens pour qu'ils changent de cap et retrouvent la raison. Et je pense que cet hiver, avec des réserves de gaz faibles et des stocks de diesel qui s'amenuisent, ces pressions vont peut-être s'accumuler au point que quelqu'un dise : « Bon, ça suffit. On a besoin du gaz russe. On peut rétablir très vite au moins un quart de la capacité de Nord Stream. » Et peut-être qu'on se remettra à se comporter en adultes, plutôt que comme des gamins qui se roulent par terre en hurlant. Et là, j'ai le soleil qui passe par ma fenêtre et qui me tombe pile sur le nez, ce qui me donne l'air de… C'est trop drôle.

#Glenn

Enfin, c'est bien là le thème central, non ? Maintenant qu'on voit Washington changer de cap, cela met, je pense, les Européens sous une très forte pression, tant diplomatique qu'économique. Sur le plan politique, si les Américains sont prêts, désormais, à s'asseoir à la table des négociations avec les Russes, alors les Européens se retrouvent dans une situation très délicate, parce qu'ils réclament maintenant : « Il nous faut une place à la table, puisque c'est de l'Europe qu'il s'agit. » En même temps, ils ne veulent pas vraiment parler aux Russes. Ils veulent donc être à la table, mais sans parler. Et c'est un peu ça, le problème de fond depuis le début. Alors, que proposent-ils ? Eh bien, il faudrait un cessez-le-feu immédiat. L'Ukraine devrait rejoindre l'OTAN. Vous devriez verser des réparations. Bref, rien de tout cela ne peut servir de base à une négociation, ce qui fait que les Américains ne veulent même pas d'eux à la table. Les Russes non plus, parce qu'ils sont très éloignés.

#Alex Krainer

Parce qu'ils ne feront que faire dérailler les pourparlers. En gros, les Européens veulent imposer aux Russes les conditions d'une capitulation : « Vous avez perdu. Voici les conditions. Signez, et ensuite, peut-être qu'on sera gentils. » Et ça empêcherait toute avancée au-delà du statu quo, qui est intenable, qui n'est viable à long terme pour aucune des parties concernées.

#Glenn

Mais sur le plan économique, si les Européens se retrouvent à la traîne, qu'est-ce que ça implique aujourd'hui ? Parce que si les Américains peuvent reprendre leurs échanges commerciaux avec les Russes, et que les Européens voient les Russes travailler avec le reste du monde, quelle pression est-ce que ça met sur eux ? Je veux dire, combien de temps peuvent-ils encore maintenir ce boycott ?

#Alex Krainer

C'est une excellente question, mais je pense que ça va probablement durer plus longtemps qu'on ne le croit, parce qu'au fond, cette crise économique et ses conséquences sont déjà inévitables. S'ils remettent en service Nord Stream 2, si la croissance économique repart en Europe, si tout se déroule selon une sorte de scénario idéal, nous allons quand même entrer dans une crise qui prendra l'une de ces deux formes : soit une dépression déflationniste, soit une stagflation. Et à ce stade, rien ne peut y changer quoi que ce soit. Nous croulons sous des dettes impossibles à rembourser. Nous sommes dans une situation où les dépenses publiques en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens plus petits représentent déjà, sur le plan économique, près de la moitié du produit intérieur brut, voire davantage.

En France, on est à cinquante-sept pour cent, soit plus que dans les pays d'Europe de l'Est avant l' effondrement du bloc soviétique. C'est donc mathématiquement impossible à arrêter. Et ça ne fait qu' empirer. Les dettes ne vont faire qu'augmenter. Les taux d'intérêt vont continuer à monter. Et l' inflation va continuer à grimper. Donc, comme je l'ai dit, le choix se situe entre une dépression déflationniste et la stagflation, probablement accompagnée d'une accélération de la hausse des prix. Une dépression déflationniste ne se produira presque certainement pas. Nous voilà donc condamnés à la stagflation, c'est-à-dire à des économies qui stagnent avec une inflation en hausse. Et l'inflation, comme Lénine l'a dit à juste titre — et John Maynard Keynes a cité Lénine —, est la force la plus destructrice qui soit, parce qu'elle frappe sans distinction. Au fond, elle détruit les fondements de la société, parce qu'elle fait perdre toute valeur à la monnaie. Tous ceux qui ont des économies perdent, en gros, tout ce qu'ils ont.

Tous ceux dont les moyens de subsistance dépendent de revenus fixes, comme les retraités, perdent tout. Voilà l'avenir de l'Union européenne. C'est aussi l'avenir de la Grande-Bretagne, mais également celui de l'économie américaine. C'est mathématiquement inévitable. La seule différence, à mon avis, c'est que les États-Unis sont encore un pays souverain et qu'ils restent la superpuissance mondiale. Ils disposent donc probablement d'une marge de manœuvre beaucoup, beaucoup plus grande. Ils peuvent sans doute organiser un atterrissage plus en douceur que ce que nous allons voir en Europe, en Grande-Bretagne et au Japon. Au fond, ce qui va se passer, selon moi, c'est une sorte de dissolution de l'Union soviétique en mille neuf cent quatre-vingt-onze — quelqu'un me corrigera — ou quelque chose comme la République de Weimar, en mille neuf cent vingt-deux, en Allemagne.

Donc, on a vu une crise qui couvait depuis des années, depuis de très, très nombreuses années. Et les choses allaient progressivement de mal en pis. Mais c'était un peu comme cette histoire de grenouille dans l'eau qui chauffe, vous voyez ? La température montait petit à petit, et la vie devenait de plus en plus difficile. Les gens étaient de plus en plus mécontents de la situation. Et puis, tout à coup, tout s'effondre. Et passé un certain point de bascule, tout s'accélère : l'inflation s' envole, vous voyez. Le chômage augmente de façon spectaculaire. Les services sociaux s'effondrent

parce que, face à ce genre de situation, les gouvernements réagissent souvent, d'une part, en faisant tourner la planche à billets pour, en gros, garantir les créances douteuses qui figurent au bilan de leurs établissements bancaires.

Donc, les banques et les entreprises qui sont leurs clientes finissent par profiter de cette création monétaire massive, tout en pressurant les gens ordinaires à coups d'austérité. On réduit les budgets de l'éducation, de la santé, des services sociaux, et tout commence à se dégrader, à se gripper. L' État, en gros, ne fonctionne plus comme il le devrait. On se retrouve donc avec un effondrement social, doublé d'une hausse des prix. Et là, vous voyez, on arrive à quelque chose qui ressemble à ce qu'on a vu en Union soviétique, quand le pays est passé, du jour au lendemain, d'une inflation presque nulle à cinq cents pour cent d'inflation.

Donc, c'était, je crois, le premier ou le cinq février mille neuf cent quatre-vingt-douze, quand le gouvernement a tout simplement décidé par décret : « Bon, à partir de demain, il n'y aura plus de contrôle des prix. » Et là, boum, tous les prix ont augmenté de cinq cents pour cent. Ou encore, dans le cas de la République de Weimar, l'inflation s'est soudain accélérée au point que les prix sur les marchés étaient réajustés plusieurs fois par jour, et les gens ont fini par devoir se déplacer avec des brouettes de billets rien que pour faire quelques courses. Ils utilisaient des billets pour allumer le feu dans leur cheminée et se réchauffer. Donc, je pense que c'est ce qui attend l'Europe. C'est ce qui attend le Royaume-Uni, le Japon et, en fait, bien d'autres économies.

#Glenn

Oui, je pense que c'est le problème central, parce que d'habitude, vous savez, il y a toujours des manifestations ici ou là, surtout en France, et on cherche des solutions politiques ou économiques. Mais je pense qu'on a tellement repoussé les problèmes à plus tard que, maintenant, je ne vois même pas en quoi remplacer Macron par Le Pen changerait fondamentalement les choses. Enfin, oui, mettre fin à la guerre serait formidable. On pourrait commencer à retrouver un accès à une énergie bon marché. On pourrait essayer de sauver une partie de l'économie. Mais les fondations se sont déjà tellement dégradées qu'on voit mal comment un simple changement de gouvernement, même pour un bon gouvernement, pourrait désormais inverser le déclin. Oui, une toute dernière question, je crois : comment voyez-vous les choses ? J'espère que vous n'êtes pas aussi pessimiste que moi.

#Alex Krainer

Non, en fait, je suis très optimiste, mais je pense quand même que la période de transition sera difficile. Et je ne sais pas combien de temps elle pourrait durer. Peut-être un an ou deux, si on peut éviter la guerre. Si elle s'accompagne d'une guerre contre la Russie, alors elle pourrait durer plus longtemps. Mais je pense qu'après cette transition, les anciennes forces politiques de la classe Epstein finiront par échouer, et qu'une autre forme de gouvernement émergera, peut-être une forme de démocratie plus directe. Ce qui me rend optimiste, Glenn, c'est le fait qu'on puisse même avoir

ces conversations aujourd'hui. Parce que c'est littéralement la première fois dans l'histoire de l' humanité, à notre connaissance, que c'est possible : nous avons les réseaux sociaux, nous avons Internet, nous pouvons échanger des informations en temps réel. Il y a une trentaine d'années, nous dépendions littéralement des journaux, des magazines, de la télévision et de la radio pour savoir ce qui se passait dans le monde.

Donc, ceux qui contrôlaient ces médias pouvaient assez facilement contrôler le récit. Ce qu'on voit aujourd'hui est complètement différent. On n'a aucun précédent, donc on ne sait pas du tout comment ces nouveaux éléments changent l'équation sociale. Mais ce que je constate, c'est que les pouvoirs en place ont essayé, rien qu'au cours des six derniers mois de cette année, de créer une nouvelle pandémie, vous voyez, d'orchestrer une nouvelle pandémie avec l'hantavirus. C'était, je crois, en avril ou en mai de cette année. Et ce récit a circulé pendant quelques semaines, puis il s'est essoufflé. Il a tout simplement disparu. Ça n'a rien donné. Et puis, vous voyez, quand ils se sont rendu compte qu'ils n'arrivaient à rien avec l'hantavirus, ils ont essayé avec Ebola.

Et puis, vous savez, c'était : « Oh, Ebola, Ebola ! Des gens meurent d'Ebola. Ebola se propage. » Je crois qu'ils ont fait intervenir Tedros, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, et il a déclaré une urgence de santé publique de portée internationale. Vous savez, l'idée, c'était que lorsque l'Organisation mondiale de la santé déclare une « urgence de santé publique de portée internationale » — ça fait exactement six mots en anglais —, à partir de ce moment-là, tout le système de gouvernance mondiale passe dans une sorte de mode d'urgence, vous voyez. Et puis, vous savez, une nouvelle normalité s'installe. On pourrait vous confiner. On pourrait vous obliger à porter un masque. Vous savez, toutes ces choses qu'on a déjà vécues. Mais il ne s'est rien passé.

Et puis, il y a quelques semaines à peine, ils ont annoncé cette peste russe. Vous savez, j'imagine que l'hantavirus et Ebola ne faisaient pas assez peur. Alors ils se sont dit, en gros : « Si on appelle ça une peste, ça fera beaucoup plus peur. Et puis, si on ajoute le mot "russe", là, vous voyez, cette fois, c'est sûr, ça va prendre. » Mais il ne s'est rien passé. Et puis, vers la mi-septembre, disons, donc il y a environ cinq ou six semaines, ils ont commencé à marteler de plus en plus l'idée qu'il fallait entrer en guerre contre la Russie. Je ne sais pas si vous vous en souvenez, mais ça fait déjà quelques années qu'ils nous rabâchent ça. Ils disent : « Ah, eh bien, c'est sûr, on va entrer en guerre contre la Russie vers deux mille vingt-neuf, deux mille trente, dans cinq ans. » Ces discours ont commencé vers deux mille vingt-quatre, deux mille vingt-cinq.

#Alex Krainer

Et puis, tout d'un coup, il y a environ six semaines, ils se sont mis à dire : « Ah non, non, ça va arriver beaucoup, beaucoup plus tôt », parce que, vous savez, ils ont vu les taux d'intérêt monter en flèche. Ils ont vu les obligations d'État s'effondrer et l'inflation s'accélérer. Alors, il était grand temps de canaliser le mécontentement des gens contre un ennemi extérieur. Donc, vous savez, il n'était plus question d'attendre deux mille vingt-neuf ou deux mille trente. Ils disaient : « Non, non, c'est maintenant, c'est maintenant. Il faut qu'on entre en guerre contre la Russie. » Et puis il y a eu cette

série d'attaques où la Russie était censée lancer des drones contre des aéroports européens et tout ça. Mais il ne s'est rien passé.

Et au lieu de ça, ce qui s'est passé, c'est que sur tous les réseaux sociaux, des dizaines de milliers de personnes se sont mises à publier : « La Russie n'est pas mon ennemie. » Donc la réaction venue d' en bas, du peuple, a été exactement à l'opposé de ce que les élites au pouvoir cherchaient à obtenir. Alors, si on n'arrive pas, en quelque sorte, à pousser les populations à faire la guerre à un ennemi extérieur, le conflit va se transformer en lutte des classes. Parce que les gens disent : « La Russie n' est pas mon ennemie. Mes ennemis, ce sont ceux qui dirigent mon gouvernement. » On voit donc se profiler ce conflit, au fond une guerre de classes contre les élites dirigeantes, l'oligarchie et leur pouvoir politique.

Et le reste de la population. Et je pense que les troubles qu'on voit en Europe — les émeutes et les manifestations — sont peut-être un moyen de prendre les devants. Vous savez, on provoque des émeutes pour devancer les vraies, puis on dit : « Bon, on ne peut pas laisser faire ça, alors on verrouille tout. On instaure un couvre-feu, plus de rassemblements publics, plus de défilés de protestation, et ainsi de suite. » Est-ce que ça va marcher ? Je n'en suis pas sûr, Glenn, parce qu'on a aussi vu qu'au Royaume-Uni, ils ont pris des mesures vraiment, vraiment draconiennes contre tous ceux qui veulent manifester en faveur du peuple palestinien. Alors, si vous dites : « Je suis contre le fait de tuer des enfants », hop, en prison.

Si vous portez le mauvais tee-shirt, vous allez en prison. Ils arrêtent mille personnes par jour et interdisent les marches pro-palestiniennes. Et les gens continuent de se rassembler et de manifester pour soutenir la Palestine et dénoncer le génocide à Gaza. Alors, vous savez, nous sommes bien plus nombreux qu'eux. Et, vous savez, si on regarde la capacité de l'appareil de sécurité de n'importe quel État à emprisonner les gens, à les poursuivre en justice et à traiter les dossiers de tous ces manifestants, elle est vraiment très limitée par rapport à l'ampleur que pourraient prendre les soulèvements. Donc, à un moment donné, ils vont être débordés. Mais, vous savez, quand et comment ? Je pense que le système va tenir plus longtemps qu'on ne le croit.